

L'Humanité



Rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 344

Vendredi 10 octobre 1975

ACCIDENTS DU TRAVAIL : CRIMES DU CAPITAL !

La scandaleuse affaire du PDG libéré par la justice malgré sa responsabilité évidente dans la mort d'un ouvrier vient de révéler à des millions de gens à quel point la justice est une justice au service des riches et des puissants. Pourtant il est un autre aspect de l'affaire dont il faut parler. La mort d'un ouvrier sur son lieu de travail n'est pas un «événement» : c'est le quotidien. Le courage d'un juge progressiste a permis qu'on parle de Roland Vuillaume, ouvrier handicapé, mort à l'usine des «Huiles, Goudrons et Dérivés». Mais combien d'anonymes dont on ne parle pas ? Combien ? Des statistiques officielles y répondent : en 1973 on a dénombré plus de 1 140 000 «accidents» dont 2 242 mortels. A quoi il faut ajouter 1 629 morts par accident de trajet.

«Accident» ? Quel beau mot pour les capitalistes. Des milliers d'ouvriers meurent chaque année c'est la faute à la fatalité. Une sage fatalité d'ailleurs, aussi sage que les juges du régime car elle sait faire elle aussi la différence entre les ouvriers et les patrons. La fatalité ne tue jamais un patron dans l'exercice de ses fonctions, sauf par indigestion.

Mais voilà, nous disons nous : «il n'y a pas de fatalité». Ou sinon comment expliquer qu'il n'y ait qu'un nombre infime d'accidents du travail et encore moins d'accidents mortels dans un pays socialiste comme la Chine ? Comment expliquer que dans telle usine de Shanghai, où ne travaillent que des sourds, muets et aveugles, il n'y ait jamais, oui jamais, eu un seul «accident» depuis la fondation de l'usine voici plusieurs années ?

L'explication est simple et les ouvriers la connaissent : chacun sait qu'il est possible d'appliquer de strictes mesures de sécurité. C'est tellement vrai que devant les luttes et la colère des ouvriers la bourgeoisie a rédigé des règles d'hygiène et de sécurité : mais quand il s'agit de la santé du peuple dans ce système, même les écrits s'envolent. Pour des raisons de productivité les «règles» sont bafouées : les patrons ont d'ailleurs divers moyens pour y parvenir. D'une part ils refusent le plus souvent de faire des frais pour des aménagements de sécurité, d'autre part ils obligent de façon sournoise les ouvriers à ne pas respecter les consignes de sécurité pour augmenter le rendement.

Tant que le système capitaliste ne sera pas aboli, tant que des exploiters auront intérêt à faire trimer les travailleurs pour leur profit il en sera ainsi : l'ouvrier restera une marchandise qu'on gaspille et qu'on jette quand elle est usée.

Suite page 8

PORTUGAL

CUNHAL PREPARE UNE AVENTURE ARMEE :

L'ARMEE COUPEE EN DEUX

L'armée portugaise est aujourd'hui coupée en deux. La caserne d'un régiment d'artillerie à Porto est toujours occupée. D'autres régiments s'y sont ralliés. Ils seraient au nombre de 18. Ils demandent la démission du nouveau gouvernement. Le climat évolue vers la guerre civile. La question étant : à qui cela profite-t-il ? Le parti de Cunhal, après avoir essuyé défaite sur défaite, déclare que le mouvement de rébellion représente «l'expression vivante de la lutte du peuple travailleur».

Le P«C»P cherche à tirer profit de la situation pour reprendre pied au gouvernement. Il attise les risques de guerre civile, espérant ainsi tirer les marrons du feu. Tel est le sens de sa déclaration selon laquelle la crise de l'armée «doit être résolue avec les forces révolutionnaires».

ESPAGNE

L'HEURE DE LA VENGEANCE

A Barcelone, des antifascistes attaquent une caserne de la police. Deux policiers sont tués... par les gardes de la caserne qui ont tué également trois civils. Ceci porte à neuf le nombre de policiers exécutés depuis l'assassinat des 5 du FRAP et de l'ETA.

Pendant ce temps, à Paris, l'attaché militaire de l'ambassade d'Espagne était abattu à son domicile.

Pour sa part, l'ETA a démenti toute participation à cette action. Dans un communiqué, elle déclare : «Aucun de nos commandos n'est intervenu dans une telle action qui contredit la ligne habituelle de notre combat. Nous n'avons jamais fait aucune action militaire dans le territoire de l'Etat français.»

Le FRAP a fait de même.

Paris :

**JOURNÉE DE L'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
SAMEDI 11 OCTOBRE**

**de 13 h à 24 h à la Mutualité (films, exposition,
meeting, débats...)**



DES CHAUDRONNIERS DES BOUCHES-DU-RHÔNE : « ILS VEULENT NOUS ROULER : ON OCCUPE ! ON REFUSE LES LICENCIEMENTS ! »

SPECI est un atelier de chaudronnerie, situé près d'Aix-en-Provence, et qui faisait de la sous-traitance à Fos pour Munch, une usine de l'Est de la France.

Le premier décembre 1974 (fête des chaudronniers), un repas réunit les travailleurs de l'entreprise ; la fête bat son plein. « En pleine période de crise, il n'y a pas de souci à se faire... Nous avons acheté un terrain pour y construire un nouvel atelier... Vous êtes des SPECI, je compte sur vous », ce sont les propos optimistes du directeur.

Mars 75 : la belle lancée optimiste du patron se trouve contredite par une première vague de licenciements ; déjà, les travailleurs payent pour une minorité de profiteurs.

Un mois plus tard, les salaires sont réglés... avec des chèques sans provisions ; c'est l'alarme chez les ouvriers : « On nous roule, on ne nous informe pas de la situation, on veut nous écarter de toutes décisions ! »

Divers mouvements ont lieu dans l'atelier : débrayages, assemblées générales, nous choisissons de nous organiser dans la CFDT, car les travailleurs divisés et isolés sont plus vulnérables face aux manœuvres de la direction. Nous imposons à la direction de nous rendre compte de la situation. En définitive, nous apprenons trop tard la réalité, à savoir que l'entreprise est coulée et que nous sommes licenciés.

Ceci est clair : la fin du tunnel de Chirac est le début de celui des travailleurs.

Notre riposte s'organise, vigoureuse. Nous obtenons des premiers succès : paiement des salaires et indemnités en retard. Mais « ce que nous voulons c'est la garantie de l'emploi pour tous avec maintien de nos avantages »... (tract des travailleurs de la SPECI et de la section CFDT).

Le samedi 10 septembre, les travailleurs ont organisé une journée porte-ouverte, « Une journée de lutte dans la fête pour tous les travailleurs ». Près de 600 personnes sont venues : notamment des délégations de Lozay-Babcock, de Cadarache, d'employés municipaux, de Desessart et de la Sescocem. Cette journée porte-ouverte a permis de populariser largement la lutte et activer les tractations. Cependant, les patrons concernés, anciens directeurs, acheteurs éventuels, veulent faire pourrir l'affaire. La reprise du travail avait même été annoncée.

Les travailleurs de SPECI s'opposent à toutes les magouilles et plus que jamais, maintiennent leur revendications : le rachat de l'usine avec la garantie de l'emploi pour les 35 travailleurs et la garantie de salaire : 48 heures payées minimum.

La lutte est menée par un comité d'action et les décisions importantes sont prises en assemblées générales.

Pour sortir de leur isolement, (l'Union locale CGT ne soutient pas) des contacts sont pris avec les différents travailleurs des entreprises de la région qui rencontrent les mêmes problèmes : Griffet, Naphta-Chimie, Solmer, Desessart, Lozay-Babcock, etc.

Correspondant H.R.

DANS LA SARTHE, LES ENSEIGNANTS LUTTENT CONTRE LE CHÔMAGE

Dans la Sarthe, le mouvement des enseignants pour le réemploi des maîtres-auxiliaires au chômage bat son plein. Pour la 3^e semaine consécutive, d'importants arrêts de travail ont été observés les 1^{er} et 2 octobre. Et activement soutenus par leur syndicat, le SGEN-CFDT, de nombreux enseignants ont poursuivi le mouvement le vendredi 3 dans une quinzaine d'établissements.

Ainsi au lycée de jeunes filles de Bellevue au Mans, une cinquantaine d'enseignants sur 70 ont investi l'établissement vers 7 h 45. Déployant banderoles et pancartes et distribuant un grand nombre de tracts aux élèves du lycée, ils ont pu expliquer leur lutte à ces derniers et bénéficier de leur soutien. Dans ce lycée où la moyenne

des effectifs en Seconde, Première et Terminale approche 36, et où à cause de cela plus de 20 maîtres auxiliaires sont au chômage, des dizaines d'autres sur des demi-postes (800 F par mois), etc., les enseignants se battent pour : « réemploi des auxiliaires, refus des heures supplémentaires, réduction des effectifs ». Ils montrent une combativité et une détermination à vaincre particulièrement grandes. Ils devaient d'ailleurs, en fin de matinée, se rendre avec banderoles, pancartes et tracts au lycée de Monts-quiou, tout proche, pour y populariser leur combat ; non sans avoir au préalable remis en place la directrice « scandalisée » en lui déclarant que « c'est plus scandaleux de mettre des maîtres auxiliaires en chômage que d'entrer ici sans autorisation »...

Grève des travailleurs de Sigma-Diesel à Venissieux

Les revendications sont : maintien de l'emploi, indemnisation totale des jours chômés, retraite à 60 ans pour ceux qui le désirent et retour aux 40 heures sans perte de salaire.

Sigma-Diesel a été rachetée par Bosch. C'est un cas de restructuration du système capitaliste. Il en est résulté une diminution d'horaires - 35 heures pour les ouvriers - avec perte de salaire importante et des pressions de la direction pour un « travail en saturation » sur les différents postes.

Mercredi 1^{er} octobre : la direction a lâché 2,5 % d'augmentation.

Jeudi 2 octobre, à la suite d'un mouvement parti de la base, les tra-

vailleurs décident à 95 % d'arrêter le travail. Les dirigeants CGT-CFDT se réfugient alors derrière l'argument de la « démocratie » pour ne faire aucune proposition concrète, laissant ainsi les travailleurs sans orientation ni perspectives précises.

Malgré cela la mobilisation est forte. Le 6 octobre, elle se renforce encore et les appareils syndicaux sont alors contraints de se mettre en route pour des assemblées générales.

La lutte continue et les travailleurs ont décidé, le 6 octobre, à une large majorité, de reconduire la grève.

Un lecteur de Lyon

HEURTEY (Paris-17^e)

QUAND LES REVISIONNISTES SE DEMASQUENT... ET SE PANIQUENT.

Le lundi 29, des militants CFDT sont témoins de l'agression du SO de la CGT contre les camarades de l'ETA et du FRAP. Ils décident d'expliquer les faits à leurs sections syndicales et de demander à ce qu'il y ait une information par affichage sur les panneaux syndicaux : l'émotion créée par de tels actes est si vive que le principe en est unanimement acquis et le jeudi matin sont affichés les articles de « Libération », du « Quotidien de Paris » et de « L'Humanité rouge ».

Dans le même temps, ceux que nous appelons les révisionnistes, c'est-à-dire les faux communistes du P.C.F. (les renégats au passé révolutionnaire, ceux qui auraient dû continuer d'être le « parti de la classe ouvrière »), par CGT interposée, décident d'organiser une pétition. Nous vous faisons grâce du texte, purement démagogique, sans aucune citation de l'ETA et du FRAP. A midi, à la can-

tine, quelques militants résolus de la CFDT décident qu'on ne peut en rester là et que le simple boycott de la pétition ne suffit pas : il faut aller dénoncer publiquement la sale besogne de ces traîtres qui, sans vergogne, assaillent et insultent nos camarades et le lendemain se servent du martyr de leurs frères à leurs fins. « Dialogue » public éloquent :

— Pourquoi ne citez-vous pas l'ETA et le FRAP ?

— Nous n'avons pas à le faire : nous considérons que ce sont des gauchistes et vous-mêmes vous venez nous faire une « nouvelle provocation ».

— Est-ce à dire que vous reniez Fabien ?

— Les circonstances étaient différentes, il s'agissait d'une intervention étrangère.

Et finalement, à bout d'arguments, « Vous entravez notre activité syndicale » !

Mais les choses n'en restent pas là : dans une des filiales, les délégués CGT arrachent le dossier presse affiché sur le panneau CFDT puis s'en prennent à la déléguée syndicale, la menaçant d'alerter (ils sont capables de l'avoir fait !) la direction sur le caractère politique et illégal de l'affichage CFDT ! Les voilà à pied d'œuvre, nos champions des libertés ! Mais ils ne réussissent qu'une chose : c'est à faire l'unité de la section CFDT, bien décidée à ne pas se laisser dicter sa conduite et à répondre coup par coup.

Mêmes pressions, mêmes menaces sur un militant CFDT — et espagnol — d'une autre filiale. Tout y passe, y compris le :

« On vous mettra des bâtons dans les roues.

— Jusqu'à commettre des saloperies ?

— Oui, s'il le faut. »

Tous ces faits valent mieux que de longs discours pour faire comprendre aux travailleurs ce qu'est le « social-fascisme » — et aux plus conscients la nécessité de détruire les idées révisionnistes — en les dénonçant farouchement et en osant lutter contre elles.

La panique des faux communistes est l'illustration concrète de la justesse de notre ligne.

Nos camarades du FRAP ont montré, par le courage et l'héroïsme de leurs militants, ce dont étaient capables des hommes imprégnés de l'esprit communiste. A nous de montrer que nous sommes nous aussi mus par le même esprit. L'exemple de Heurtey est là pour illustrer le fait que les travailleurs finissent toujours par reconnaître quels sont leurs vrais ou leurs faux amis.

Correspondant H.R.



PARIS : CONFÉRENCE DE PRESSE CONTRE LA RÉPRESSION EN TUNISIE.

Le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie vient de lancer un vigoureux appel à l'opinion internationale progressiste pour dénoncer la répression qui bat son plein en Tunisie.

Le dernier procès qui a vu comparaître 109 ouvriers et étudiants devant la cour de sûreté de l'État de Tunis ne peut être compris indépendamment du contexte général dans lequel s'inscrivent les luttes du peuple tunisien.

En dépit d'une répression qui ne vise pas seulement les militants révolutionnaires mais aussi les larges masses ouvrières, paysannes, intellectuelles, les luttes populaires s'amplifient.

Les grèves ouvrières sont une réalité quotidienne dans la Tunisie d'aujourd'hui. Au cours de l'été dernier, elles ont touché les industries laitières, les minoteries, les transports, les mines, etc. Le sort misérable des fellahs ne cesse de s'alourdir ; en Tunisie, l'essence, le sucre, le pain, sont plus chers qu'en France ! C'est ce qui explique qu'à la campagne aussi les luttes se développent. Les étudiants non plus ne courbent pas la tête devant les multiples tentatives de mise au pas du pouvoir.

Le procès récent qui a condamné à de lourdes peines de prison militants révolutionnaires et démocrates s'inscrit dans une longue chaîne de procès d'opinion qui visent à baillonner toute liberté d'expression et de presse dans le pays.

Les dossiers d'accusation se sont révélés totalement vides. En fait, la police destourienne se contente de repérer les opposants, les enlève arbitrairement, les séquestre, pratique les perquisitions illégales. Dans les prisons de Bourguiba, la torture la plus barbare est érigée en système. Pour cela la DST tunisienne est soigneusement entraînée par des

« experts » internationaux des pays impérialistes, américains, allemands, français. Le dossier de presse remis par le CIDVRT contient à cet égard des témoignages accablants. Les prisonniers politiques ne bénéficient d'aucun statut spécial dans les prisons et subissent des conditions de détention extrêmement dures, sans aucuns soins médicaux.

Les avocats des derniers condamnés ont disposé d'un délai de... 48 heures pour prendre connaissance du dossier de plus d'une centaine d'inculpés ! Leur vigoureuse protestation a connu un retentissement international malgré les mesures de refoulement prises à l'encontre des avocats mandatés par la Fédération internationale des droits de l'homme venus pour assister au procès.

L'attitude des condamnés a été exemplaire tout au long de ce procès truqué. Niant l'accusation de violation de la constitution tunisienne, ils ont affirmé bien haut leurs convictions politiques et leurs droits à les défendre. Parmi eux se trouvaient un nombre important de militants du journal révolutionnaire « Le Travailleur tunisien ».

Leur courage et leur détermination montrent que Bourguiba se trompe lourdement s'il pense ainsi étouffer les luttes de la classe ouvrière et du peuple tunisien pour ses revendications fondamentales. Les déclarations des condamnés trouvent un très large écho dans toutes les couches du peuple qui aspirent à l'indépendance et à la liberté.

A nos frères tunisiens emprisonnés, à nos frères tunisiens exploités dans notre pays par le capitalisme français, à tout le peuple tunisien en lutte, nous réaffirmons bien haut notre solidarité militante.

Note : Le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie publie régulièrement un bulletin que l'on peut se procurer à l'adresse suivante : Jean Gattegno - BP 397 - 75025 Paris - Cedex 01 - CCP La Source 33-34906.

ACTIVITES DU KGB EN ASIE

« The Vanguard », organe du Parti communiste marxiste léniniste d'Australie vient de publier dans un récent numéro un intéressant article sur ce thème. Nous reproduisons ci-dessous quelques-unes des informations qu'il répercute sur les activités d'espionnage du social-impérialisme en Asie.

Le Komitet Gozudarstvennoy Bezopasnosti (Comité pour la sécurité intérieure), ou KGB, intensifie son activité dans le continent asiatique. On peut évaluer le « personnel opérationnel » du KGB à 90 000 personnes, plus quelques 400 000 employés et personnel administratif. Les opérations d'espionnage accomplies par les soviétiques à l'étranger sont contrôlées par le 1er bureau du KGB, divisé en 10 départements. Le département No 6 étant consacré à la République populaire de Chine, la République populaire du Vietnam, et à la République démocratique et populaire de Corée. Le No 7 s'occupe « du reste de l'Asie, du Pakistan au Japon ». Il s'est particulièrement intéressé ces dernières années aux « maoïstes », c'est-à-dire aux membres de la communauté chinoise d'outre-mer résidant dans les pays de ce continent.

Le KGB est assisté du Glavnoye Razvedyvatelnoye Upravleniye (GRU), service de renseignement militaire soviétique. Leurs agents opèrent par différents canaux : sous le couvert de l'agence de presse Novosti, de

l'Aéroflot (compagnie aérienne soviétique) ou de sociétés commerciales russes dépendant de l'ambassade soviétique.

Ils sont même quelquefois ambassadeur, tel Paul Stephanovitch Kuznetzov, nommé à Djakarta en 1970. Il avait été expulsé d'Angleterre pour espionnage. Passé en Yougoslavie, ce fut lui qui fut nommé responsable de l'opération de pose des micros clandestins dans le bureau privé du président Tito.

Le 15 janvier 1974, deux agents soviétiques V. A. Semenov, troisième secrétaire de l'ambassade soviétique et A. A. Kolosov, interprète de l'attaché militaire soviétique, furent surpris alors qu'ils rencontraient secrètement, près de Pékin, un Chinois traître, Li Hung-shu, entraîné par le GRU et infiltré secrètement en Chine en juin 1972. Le chauffeur de la voiture dans laquelle avaient pris place les deux espions était V. I. Marchenko, premier secrétaire de l'ambassade soviétique.

Viktor Veklenko, expulsé de Grande-Bretagne en 1971, est devenu troisième secrétaire de l'ambassade soviétique à Bangkok (Thaïlande) le 29 mai 1972. Ce même pays avait expulsé en 1965 un haut fonctionnaire du commerce Léonid Mamurin, pour espionnage.

Il y a plus de 100 employés à l'ambassade soviétique au Laos, bien que l'URSS n'ait

ESPAGNE : NOUVELLE VAGUE D'ARRESTATIONS.

La police de Franco vient d'arrêter 7 militants basques à Bilbao, Guernica et Emorebieté, accusés d'appartenir aux commandos militaires de l'ETA et 8 autres, ouvriers. Mais la révolte gronde dans les prisons franquistes. A Ocana, près de Madrid, garde civile et police armée sont intervenues pour réprimer les manifestations développées par les prisonniers.

USA : IMPORTANTE CHUTE DES VENTES AUTOMOBILES.

L'année 1975 a enregistré les plus mauvaises ventes d'automobiles aux USA depuis 1962. La production elle-même a baissé de 20 % en un an. La très forte inflation et l'alourdissement des impôts ne cessent de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs américains, la baisse de vente des voitures en est un signe évident. Elle se traduit aussi par une réalité encore plus âpre entre monopoles américains et étrangers dans ce secteur.

CHINE : LA DÉLÉGATION YOUGOSLAVE CHALEUREUSEMENT ACCUEILLIE.

La délégation gouvernementale yougoslave, conduite par le président du comité exécutif fédéral a été chaleureusement accueillie par les dirigeants et le peuple chinois. Dans son allocution de bienvenue, le vice premier ministre Teng Hsiao-ping a notamment déclaré : « Jaloux de son indépendance et de sa liberté, le peuple yougoslave aux glorieuses traditions révolutionnaires a mené une longue lutte contre l'agression. Il y a 30 ans, sous la direction du maréchal Tito, il a triomphé au terme de quatre ans de combats héroïques, des agresseurs fascistes germano-italiens, libéré sa patrie et apporté une contribution impérissable à la victoire de la guerre antifasciste engagée par les peuples du monde. L'esprit dont le peuple yougoslave a fait preuve en méprisant la force et en osant lutter à toujours eu l'admiration du peuple chinois. Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, face au peuple yougoslave, trempé par la guerre antifasciste, tout impérialisme, s'il s'avise d'envahir la Yougoslavie essuiera une défaite encore plus ignominieuse que le vieux fascisme.

aucune activité officielle commerciale ou autre dans ce pays.

De même on voit apparaître comme attaché commercial au Bengla-Desh, en 1972, un certain Kuznetzov, expulsé lui aussi d'Angleterre avec 105 autres diplomates soviétiques, en 1971.

Enfin le KGB a été plusieurs fois pris la main dans le sac au cours d'opérations contre-insurrectionnelles. C'est ainsi qu'il a apporté son concours actif à l'élimination des guérilleros au Pakistan oriental (Bengla-Desh).

Aucune illusion ne doit subsister au sujet du KGB. Il est du même acabit que la CIA. Ils constituent chacun le réseau d'espionnage d'une superpuissance qui les utilise pour asseoir sa domination mondiale. Mais tous deux sont aussi impuissants à enrayer les luttes des peuples pour l'indépendance et la révolution.

LES RAPPORTS CFDT-CGT

L'agression du service d'ordre de la CGT contre les militants de l'ETA et du FRAP le lundi 29 septembre à Paris n'a pas fini de faire des remous. Et on en discute ferme dans la CFDT : plusieurs camarades nous font d'ailleurs état de motions ou de questions posées à tout niveau : UL, syndicats, voire fédérations ou confédération CFDT. Elles tournent finalement toutes autour de trois points :

1) La confédération a-t-elle élevé une quelconque protestation auprès de la CGT à propos des agissements de type fasciste de son service d'ordre ?

2) L'agression du 29 a-t-elle eu des répercussions sur l'organisation de la manifestation interconfédérale du 4 octobre ? Autrement dit, quelles mesures concrètes a pris la CFDT au niveau national ?

3) Jusqu'ici, pratiquement, lors des journées « nationales » d'action, la CFDT a accepté l'encadrement par le service d'ordre CGT. La direction CFDT tire-t-elle des conclusions au vu des derniers événements ? Prend-elle les mesures nécessaires pour que

la CFDT dispose de son propre service d'ordre ?

Il est d'ailleurs remarquable que la base n'ait pas attendu les directives nationales : le 4 octobre, nombreux ont été les UL, UR, syndicats ou fédérations qui ont constitué spontanément un service d'ordre. On a même vu mieux : dans une véritable « unité à la base et dans l'action », un syndicat CFDT n'a-t-il pas, sous les applaudissements de ses militants, intégré dans son cortège une section CGT qui affirmait son soutien au FRAP et à l'ETA, pour la soustraire à la répression certaine de ceux qui pourraient être les CRS de demain ?

La préparation du Congrès confédéral CFDT commence à s'enclencher : une tradition de l'organisation fait que le processus en est en général lent. Mais il est à parier que, cette fois-ci, il va s'accélérer. Le Bureau national de la CFDT a voulu que le principal point mis à l'ordre du jour soit les relations partis-syndicats. Seulement ce débat, voulu très théorique, abstrait, va très certainement, n'en déplaise à E. Maire et à sa camarilla, prendre une tournure très immédiate.

très concrète. Personne n'ignore que le P.C.F. a voulu faire de la CGT la « machine à appliquer » sa ligne révisionniste. Et qu'il y a réussi dans la grande majorité des cas. Face à cette stratégie, la CFDT paraît divisée, partagée entre divers courants du mouvement révolutionnaire, voulue unifiée par sa direction qui lui a jeté en pâture le mot d'ordre d'« autogestion », véritable auberge espagnole où tout le monde peut y manger ce qu'il apporte : autogestion, auto-organisation (émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas) ; autogestion : contrôle ouvrier ; autogestion : négation de l'État, réapparition des théories de Fourier sur les « phalanges », ces « communautés » se suffisant à elles-mêmes.

Mais les militants syndicalistes ont généralement un solide bon sens. Et refusant la plupart du temps les débats abstraits, qui leur apparaissent le plus souvent, du moins à première vue, comme des querelles de chapelle, ils aiment bien partir du tangible, de ce qui fait la réalité concrète de leur combat quotidien dans les entreprises. Ils sont alors

nombreux, et le seront encore plus du fait de l'aiguillage de la lutte des classes, à se poser le problème des relations CFDT-CGT à la base, autrement dit de l'unité d'action. Cette unité, ressentie comme un besoin fondamental par les travailleurs, mais au nom de laquelle bien des erreurs ont été, sont et seront sans doute encore commises.

Nous ferons état, dans ces colonnes, des données du débat, et éventuellement nous publierons les textes (ou extraits de textes) les plus significatifs. Nous verrons sans doute que ce débat dépasse en fait l'appartenance à telle ou telle organisation. Qu'il est bien le reflet d'une LUTTE ENTRE DEUX LIGNES qui s'intensifie avec la montée des luttes. Et que cette lutte traverse la CFDT aussi bien que la CGT, à la différence près que, dans la CFDT, elle peut — mais pour combien de temps ? — être ouverte, publique, alors que dans la CGT, elle est muselée par l'appareil P.C.F. au pouvoir, c'est-à-dire qu'y est dominante la LIGNE DE TRAHISON DE CLASSE, la ligne révisionniste.

Débat fondamental qui ne peut nous laisser indifférents.

Drôle de socialisme que voilà...

La CGT et le PCF prétendent que l'URSS est un pays socialiste. Aux maux de la société française ils opposent régulièrement les bienfaits du socialisme en URSS.

La direction de nos usines, quant à elle, noircit le tableau : le socialisme en URSS c'est encore plus mauvais que notre capitalisme, à quoi bon le socialisme ?

Sur ce point donc, CGT, P.C.F. et direction patronale sont d'accord : l'URSS est bien un pays socialiste. C'est bon pour l'un, mauvais pour l'autre. Qui a raison ?

Il arrive couramment que, pour s'en sortir sans trop réfléchir, monsieur-tout-le-monde coupe la poire en deux : il doit bien y avoir du vrai dans ce que dit l'un et l'autre. Et, content, il pense à autre chose.

Réfléchissons un peu tout de même. La CGT nous dit « en URSS il n'y a plus de propriété privée des entreprises, plus de patrons ». Juridiquement c'est vrai, il ne peut exister de capitalistes possédant individuellement, comme cela existe encore en France, une ou plusieurs entreprises.

Mais voilà, pour qui veut réellement connaître la nature exacte d'une formation sociale et déterminer s'il s'agit d'une société socialiste, il ne suffit pas de s'en tenir aux seules formes juridiques. Elles peuvent cacher une réalité différente. Tenez, en France, la SNIA est une entreprise nationalisée, qui n'appartient

juridiquement à aucun patron, et pourtant nous sommes en régime capitaliste !

Ce qui détermine vraiment la nature d'une société, il faut le chercher ailleurs. Il faut étudier les rapports sociaux fondamentaux de la société, rapports qui se situent au niveau de la production. Ce sont ces rapports qui créent des effets déterminés (économiques, politiques et idéologiques) sur les agents de la production. L'un de ces effets essentiels est de répartir les agents de la production en couches et classes sociales, qui entrent au cours du procès de production dans des rapports déterminés, objectifs (d'exploitation, de domination, de direction, etc.).

Et justement, en URSS, contrairement à ce qu'affirme frauduleusement le P.C.F., le statut des individus engagés dans la production, leurs relations entre eux et la nature de leurs rapports dans le domaine de la distribution des richesses produites, ont connu depuis 20 ans des changements fondamentaux.

Un révélateur de ces changements : la question des salaires.

Après les deux premières réformes dans le paiement des salaires (effectuées en 1956 et 1972), le « comité d'État au travail et aux salaires », « le conseil central des syndicats de l'URSS » ont généralisé en 1974 le système de rémunération de l'usine d'automobiles « Volga ».

Les salaires sont divisés en 3 parties : le salaire au temps (déterminé par les heures de travail), le salaire aux pièces et les primes de « productivité ». Point besoin d'épiloguer, nous connaissons tout cela très bien chez nous.

La part que prennent les primes au détriment de la partie fixe (garantie) était déjà passée de 31,9% en 1967 à 43,1% en 1971 (en % la masse salariale totale — y compris les salaires d'ouvriers, cadres, ingénieurs, syndicaux, etc.). Gageons que cette nouvelle réforme amplifiera le phénomène.

Mais ce n'est pas tout : si l'on examine maintenant le montant des primes réparties entre les divers agents de la production (ouvriers, techniciens, cadres, directeurs, etc.) on s'aperçoit que la majeure partie des sommes destinées à « l'encouragement matériel des individus » va dans la poche des responsables d'entreprises, tandis qu'une partie infime est distribuée aux ouvriers. Une enquête publiée dans la revue soviétique d'économie « Voprosi ekonomiki » (Problèmes d'économie) révèle que dans plus de 700 usines visitées les ouvriers qui représentent 75% à 80% du personnel ne reçoivent que 18% des primes tandis qu'un petit nombre d'administrateurs, directeurs ou spécialistes en reçoivent... Dans certaines usines même les primes versées aux ouvriers sont encore plus faibles (0,3 à 0,8% du fond d'encouragement

matériel). Cela s'explique. Les nouveaux règlements d'entreprises d'État soviétiques stipulent que les dirigeants d'entreprises ont le droit d'embaucher, de licencier et de punir les ouvriers. Sous prétexte de « négligence et de faute » dans le travail ils réduisent fréquemment les salaires ouvriers en les privant en partie ou en totalité de leurs primes.

Les relations qui dominent dans la production sont, on le voit, des relations d'exploitation et d'oppression des travailleurs par ceux qui occupent les postes dirigeants et les leviers de commande de l'État. Comme en France, les salaires et les primes que s'octroient les dirigeants et fonctionnaires sont des moyens (et ce ne sont pas les seuls) pour s'approprier individuellement la plus-value créée par les travailleurs. Qu'est-ce là sinon du capitalisme ?

... L'URSS est aussi un pays capitaliste.

La direction de la SNIA ment : en URSS, cela n'est pas mieux qu'en France mais parce que c'est un pays capitaliste. Cela bien sûr elle ne peut pas le dire.

Le P.C.F. ment : c'est difficile à avaler, surtout pour le sympathisant ou militant de base de ce parti. Mais les dirigeants, eux, se sont rendus souvent en URSS, (ont accès à la documentation, etc.). Ils n'ont pas pu ne pas voir la réalité de l'exploitation que subit la classe ouvrière soviétique.

Des artistes et intellectuels révolutionnaires se sont réunis
le 4 octobre

POUR LA CONSTITUTION D'UN MOUVEMENT DE MASSE

De plus en plus nombreux sont les artistes et intellectuels amateurs autant que professionnels qui se posent la question de leur participation à la lutte contre le système actuel et contre ses variantes bourgeoises du genre «Programme commun». Cela n'est pas un hasard : c'est le reflet de la situation objective dans laquelle se trouvent les artistes et intellectuels condamnés dans leur masse au chômage et à la misère s'ils veulent vivre de leur spécialité. La conscience se développe dès lors rapidement parmi eux de l'importance du rôle à jouer dans la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale. C'est avec le souci de travailler au développement d'un mouvement regroupant le plus grand nombre de professionnels et d'amateurs, que des artistes et intellectuels révolutionnaires se sont réunis, le 4 octobre à Paris, pour se consulter sur le processus à suivre dans cette voie.

Après avoir discuté de l'orientation générale qui doit guider le travail d'une commission de préparation d'un projet de manifeste, l'assemblée a adopté à l'unanimité deux résolutions que nous publions ici.

Nous souhaitons plein succès à cette entreprise et contribuerons à la populariser.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 4 octobre à Paris des artistes et intellectuels révolutionnaires, tant professionnels qu'amateurs, représentant diverses disciplines (théâtre, cinéma, photographie, musique, mime, littérature) se sont réunis dans le but de promouvoir en France l'existence d'un mouvement révolutionnaire des intellectuels et artistes professionnels et amateurs.

Au terme d'une large et riche discussion ils se sont mis d'accord pour lancer un appel à tous les intellectuels et artistes révolutionnaires pour qu'ils s'unissent dans la lutte contre le système capitaliste et les solutions de rechange bourgeoises dirigées du PCF ainsi que contre les menaces que font peser sur la paix et l'indépendance des peuples les États-Unis et l'Union soviétique.

DÉCLARATION DE SOUTIEN DES ARTISTES ET INTELLECTUELS RÉVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS AUX ANTI-FASCISTES D'ESPAGNE

Au cours de la réunion qu'ils ont tenue le 4 octobre à Paris, des artistes et intellectuels révolutionnaires ont dénoncé l'odieux assassinat des antifascistes et patriotes espagnols et basques du FRAP et de l'ETA par le régime de Franco, et les menaces de mort qui pèsent sur d'autres prisonniers. Ils ont également déclaré leur soutien total au combat légitime des antifascistes et patriotes du FRAP et de l'ETA, à la voie de la lutte armée contre la dictature terroriste de Franco.

Cette voie est celle que suivirent en France Fabien et tous les résis-

tant qui luttèrent contre la barbarie nazie-fasciste.

A cet égard, les participants à la réunion se sont mis d'accord pour élaborer un projet de manifeste soumis à la discussion, à l'enrichissement et à l'approbation d'une prochaine assemblée regroupant tous les artistes et intellectuels professionnels et amateurs d'accord avec l'orientation générale définie le 4 octobre.

La date et le lieu de la réunion seront communiqués par voie de presse et toutes précisions utiles seront communiquées par retour du courrier aux personnes qui en feront la demande.*

En avant vers la constitution en France d'un Mouvement révolutionnaire des intellectuels et artistes professionnels et amateurs !

* Pour le courrier l'adresse sera communiquée très prochainement.

tants qui luttèrent contre la barbarie nazie-fasciste.

Les participants lancent un appel à tous les artistes et intellectuels professionnels et amateurs à mettre en œuvre tous les moyens pour manifester leur solidarité active avec les antifascistes d'Espagne, en particulier les militants du FRAP, de l'ETA et de l'UPG (Union du peuple galicien) menacés de mort.

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES
D'ESPAGNE CONTRE LE
FRANQUISME ASSASSIN

La troupe des Hauts-Plateaux jouera deux saynettes sur la rivalité des deux superpuissances en Europe, dans le cadre des :

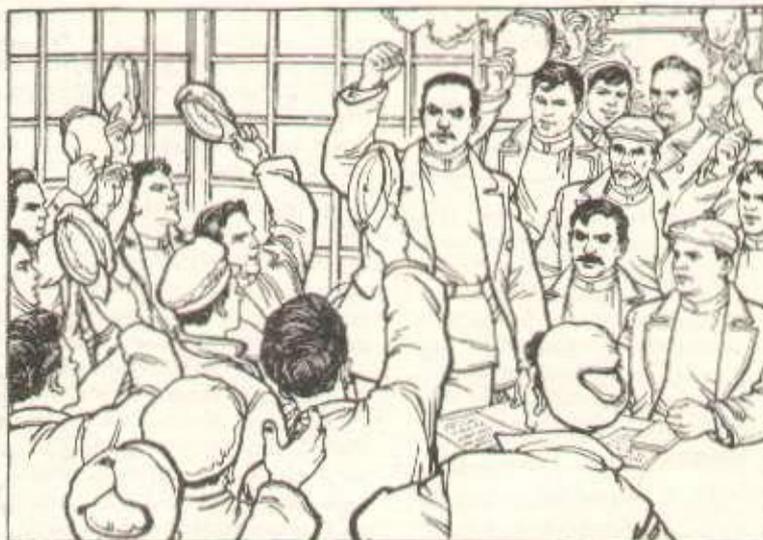
DEUX JOURNÉES ANTI-IMPÉRIALISTES
ORGANISÉES PAR LE CÉDÉTIM

Samedi 11 octobre vers 16 heures - Dimanche 12 octobre à 17 h 30 à la
CARTOUCHERIE DE VINCENNES (métro Château de Vincennes) - Prix des
places : 15 F pour le samedi - 25 F pour le week-end.

L'HUMANITÉ ROUGE Vendredi 10 octobre 1975



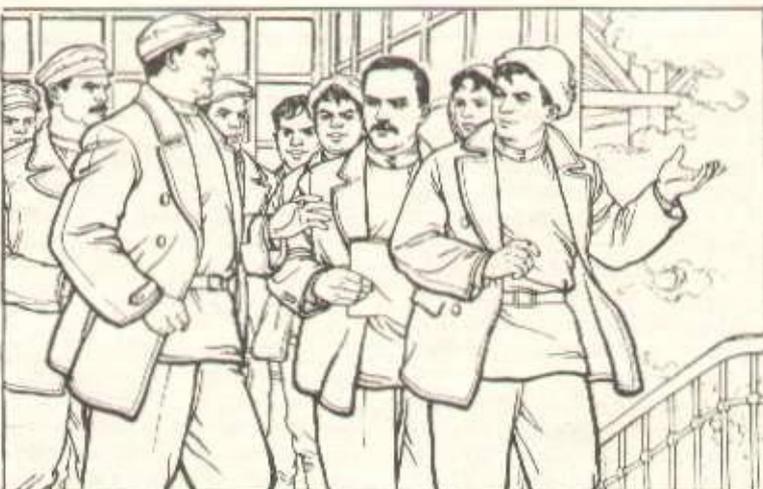
LENINE EN OCTOBRE 1917



39) En apprenant cette décision, les membres du Parti sont extrêmement émus... ils crient tous «Hurrah ! Hurrah !»



40) Matvéev organise selon les directives du Comité de Parti de Pétrograd des équipes de propagande de secours et envoi des personnes à l'Institut Smolny et à l'armée blindée pour prendre des contacts. Il fait garder les appareils téléphoniques du Comité de l'usine. Les préparatifs pour l'insurrection armée se poursuivent comme prévu.



41) A ce moment-là, un ouvrier vient faire un rapport : «L'ad-joint du ministre du Gouvernement provisoire arrive avec un groupe d'élèves-officiers.» Matvéev devine : «C'est certainement pour la question des armes.» Vassili dit : «Continue à parler aux ouvriers, quant à moi je vais résoudre la question avec eux.» (A SUIVRE)

LA CLASSE OUVRIÈRE DE FOUGÈRES A LA POINTE DU COMBAT

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur les luttes de la classe ouvrière de Fougères, la situation économique, sociale et politique qui a abouti à son développement récent, la situation présente et

les perspectives de son renforcement.

Le présent article sera consacré à une présentation générale des luttes à Fougères depuis la grande grève de 1923 jusqu'à aujourd'hui.

Fougères est un des plus vieux bastions ouvriers de tout l'Ouest, avec d'autres villes comme St-Brieuc, Brest et St-Nazaire. Située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Rennes, elle s'est bâtie sur l'industrie, tout d'abord sur l'industrie de la chaussure.

Sur 30 000 habitants aujourd'hui on compte environ 8 000 ouvriers et ouvrières ; nous précisons bien ouvrières, car Fougères est l'une des villes de France au plus fort pourcentage de femmes dans l'industrie (au-dessus de la moyenne nationale).

Peu à peu d'autres industries se sont implantées dans la ville : le textile et récemment la métallurgie et l'électronique. Si bien que le secteur chaussure ne représente plus que 47 % des ouvriers employés dans l'industrie de Fougères.

A l'origine la classe ouvrière de Fougères s'est constituée sur la base de la faillite de nombreux paysans pauvres qui, au début du siècle, cherchaient de l'embauche. Dans une région où la religion était fortement influente, cette classe ouvrière fougèraise a été largement dominée par le syndicalisme chrétien représenté par la CFTC. Les idées du socialisme et donc le travail du parti communiste ont eu du mal à pénétrer pendant l'entre-deux-guerres.

Sur le plan économique, jusqu'aux années 1960-1965, le patronat était composé pour l'essentiel de représentants de petites et moyennes entreprises de type familial, les usines employant en moyenne 200 à 300 ouvriers. Les représentants politiques de cette bourgeoisie qui siègeront dans tous les organes de la ville (mairie, chambre de commerce, police...) étaient le centre droit. Les patrons de la «vieille génération» n'ont pas contribué au développement en grand du capitalisme dans cette ville. Hier, en 1920, il y avait 27 000 habitants, aujourd'hui elle ne dépasse pas les 30 000.

Ce type de patronat n'empêcha pas bien entendu que

l'exploitation des ouvriers était très dure, tant au niveau des salaires — extrêmement bas — que des conditions de travail très pénibles. C'est pourquoi, malgré l'encadrement réactionnaire de la CFTC et dans une moindre mesure de la CGT (à l'époque liée à la SFIO de Blum), un mouvement de grève générale très dur et violent se déclencha en 1932. Il dura 6 longs mois et déboucha pratiquement sur un échec de la classe ouvrière fougèraise. Cet échec dû principalement à la trahison des syndicats et à l'absence d'une direction de classe permettant de conduire le mouvement et de lui donner des perspectives, fut ressenti très durement par la masse des ouvriers ; si bien qu'il faudra attendre la nouvelle génération pour voir renaître de grands mouvements prolétariens — ce qui eut lieu en janvier 1968.

C'est en 1955, suivant le mouvement général, que la situation économique locale a commencé à changer. Le capital monopoleur a étendu son marché et a fini par toucher celui de l'Ouest alimenté dans les secteurs en question par les petites usines de Fougères.

De 1955 à 1975, 46 usines de chaussures ont fermé leurs portes ou ont été absorbées par les trusts tels que BATA, ERAM... Pour la même période 12 entreprises (bâtiment, commerce, etc.) ont également disparu. En tout 58 usines dont un tiers ont disparu depuis 1970 date à laquelle la mainmise du capital monopoleur s'est encore accélérée.

On peut citer le cas de la AIB (Application Industrielle du verre) couvrant le marché de Bretagne qui a récemment été coulée, puis absorbée par le trust Saint-Gobain.

Cette «restructuration» a eu au moins deux conséquences, d'une part un changement d'équipe au sein de la bourgeoisie locale dominant politiquement la municipalité, et d'autre part un développement intense des contradictions de classes et des luttes de la classe ouvrière contre les licenciements et les

conditions de travail et de salaires mauvaises, découlant des faillites et des regroupements industriels.

Le patronat (PME) qui avait été auparavant affilié à la chambre de commerce, au conseil des prud'hommes, etc., et qui tenait la mairie et les syndicats, laissa la place petit à petit à des patrons de choc liés au CNPF, et politiquement le centre laissait la place à l'UDR représentée par Cointat qui devint ministre et président de la commission agricole du Marché commun. Ce dernier prit la municipalité dans les années 60 sur la base de promesses d'emploi, notamment par la création de la SAGEM (Société d'application générale pour le matériel électronique et la métallurgie) et soi-disant 1 500 emplois ; en fait il y en aura en tout et pour tout 700. Cette bourgeoisie aux dents longues prit alors d'assaut tous les organes représentatifs du pouvoir dans la localité, et dans les organisations locales comme les foyers de jeunes travailleurs, MJC, etc., et entreprit la mise au pas.

Parallèlement à cela et lui étant lié, les luttes ouvrières devaient connaître un nouvel essor dès le début de 1968 — étant d'ailleurs un des signes annonciateurs du Printemps révolutionnaire de Mai-Juin 1968.

En janvier 1968, sur la base des revendications de salaire et de travail, une grève générale se déclencha et touche pratiquement toutes les usines de Fougères. Il y eut des manifestations extrêmement violentes et la sous-préfecture a bien failli être brûlée. Ce fut un succès et les ouvriers devaient obtenir satisfaction. La bourgeoisie qui ne s'attendait pas au mouvement national 5 mois plus tard lâchait, espérant contenir le mouvement.

Malheureusement pour elle, en mai-juin de nouvelles grèves eurent lieu, notamment dans le secteur de la chaussure (Martin, etc.), et le patronat sous le poids de la lutte céda.

Cette période marqua un changement profond dans la classe ouvrière fougèraise. Elle vit en effet apparaître et se développer le syndicat CFDT qui dans l'ensemble ne jouait pas la collaboration de classes, mais la lutte de classe contre la bourgeoisie.

Depuis, de nombreuses grèves et mouvements devaient se développer, toujours plus durs.

En 1971 il y eut grève de trois mois à la SPLI (Société parisienne de lingerie) pour des revendications sur les cadences et secondairement sur les salaires. Les ouvrières réagissaient devant l'accident survenu à l'une d'entre elles causé par le surmenage, elles déchiraient collectivement leur carte de cadence et continuaient à produire à leur propre cadence et lançaient le mot d'ordre «Travailler à nos propres cadences». Elles n'obtinrent que partiellement satisfaction, notamment sur les salaires.

Le comité de soutien aux ouvrières révéla particulièrement la ligne antiouvrière et récupératrice des chefs du faux parti communiste. Ils exigèrent pour participer à ce comité que celui-ci appuie le Programme commun officiellement et dise que les problèmes de la SPLI n'existeraient pas avec l'application de ce programme bourgeois. Résultat : ils ont été mis à la porte à l'unanimité. Pour continuer à diviser ils ne devaient d'ailleurs «soutenir» que la revendication sur les salaires. Il est vrai que les chefs révisionnistes du P«C» représentant une petite bourgeoisie locale (professeurs de lycée essentiellement) sont coupés de la classe ouvrière et ne connaissent pas les cadences infernales...

La ligne développée par la section de Fougères du P«C» (très faible) ne diffère pas de la ligne générale de leur parti : un but, prendre les municipalités ; un moyen, duper les travailleurs pour s'y faire élire.

Lors de chaque lutte leurs interventions avaient le même refrain : «Si on était à la mairie, ça n'irait pas comme maintenant». D'ailleurs leur chef local Guillerru est à la mairie comme conseiller municipal et les ouvriers fougèrais ont pu juger sur pièce...

Tous ces éléments contribuent à comprendre les luttes récentes, la riposte violente des ouvriers face à la violence fascisante du pouvoir, ainsi que les positions et les actions antiouvrières du faux parti communiste lors des événements récents. Ces derniers seront donc le sujet du prochain article.

A suivre demain

L' HUMANITE ROUGE VENDUE PAR LES CAMELOTS DE PARIS

Sous réserve d'une confirmation attendue des «Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne NMPP» qui disposent du monopole de la distribution des journaux par les différents secteurs commerciaux, nous allons aborder une nouvelle étape du lancement de «L'Humanité rouge» quotidienne.

Le lundi 20 octobre prochain, notre journal sera mis en vente dès 15 heures dans les 280 points de vente parisiens tenus par des vendeurs qu'on appelle les camelots. «L'Humanité rouge» sera ainsi le seul quotidien du soir défendant les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses, placé à la vente aux côtés de cette grande presse liée à la bourgeoisie de tous bords que représentent le soir des journaux comme «France-soir» ou «Le Monde».

La diffusion militante sur Paris sera alors supprimée aux endroits susceptibles de concurrencer les camelots et remplacée par la nouvelle forme de diffusion commerciale. Les militants qui ont assumé, avec quel courage !, la lourde tâche de cette diffusion depuis plusieurs mois, reporteront leurs efforts sur la campagne publicitaire soutenant le lancement de la diffusion sur Paris, ultérieurement étendue à tous les kiosques : affiches murales, affichettes, réglages de la provision d'exemplaires à attribuer à chaque camelot, en coordination avec notre administration et celle des NMPP, etc.

Ce changement du mode de diffusion a pour but d'augmenter le nombre d'exemplaires vendus sur Paris. A cet égard, il faut savoir qu'un exemplaire vendu par nos militants nous rapporte 1,50F, c'est-à-dire l'intégralité du prix

de vente. Mais un exemplaire vendu par la voie commerciale ne nous rapportera qu'une somme inférieure en raison de la retenue effectuée par les vendeurs et les NMPP. Là réside donc une raison matérielle de la nécessité d'augmenter la diffusion, qui s'ajoute à la raison principale : la nécessité politique de gagner de nouveaux lecteurs.

Dernière précision importante : le 20 octobre nous ne démarquerons que sur Paris et qu'avec les camelots. Mais dans les banlieues se poursuivra la diffusion militante actuelle, comme en province.

L'extension de la diffusion commerciale aux banlieues et à la province n'interviendra qu'ultérieurement à la faveur de l'expérience concrète déjà réalisée, à ce moment-là, sur Paris-ville.

Nous espérons que cette extension pourra coïncider avec le changement de format et de présentation prévu pour la 2e quinzaine de novembre ou courant décembre au plus tard. Nous avançons par étapes parce que nous avons le désir de pouvoir «tenir», une fois le lancement complet réalisé.

Comptant sur nos propres forces avant tout, nous avons la volonté de ne pas les gâcher inutilement, mais de les conduire au succès irréversible auquel nous aspirons.

Or, qui sont donc «nos propres forces» sinon vous, lecteurs amis et camarades, qui avez déjà apporté un soutien décisif au processus de notre développement ?

Quotidien du soir révolutionnaire prolétarien, «L'Humanité rouge» vaincra !

Encore des échos... D' INITIATIVES POUR L' ESPAGNE

Des camarades ou des lecteurs, peu portés sur la plume, nous écrivent les actions qu'ils ont menées pour soutenir les peuples d'Espagne, ces deux dernières semaines. Ces informations arrivent un peu tardivement... et le manque de place nous oblige à les écourter. Pourtant, nous en faisons mention, car ces actions, comme

toutes celles que nous avons rapportées, montrent assez l'ampleur du mouvement populaire de solidarité avec la lutte des peuples d'Espagne et combien, dans l'action et très clairement, ont été isolés les dirigeants révisionnistes qui s'opposaient au mouvement de solidarité.

BAYONNE

Samedi 27 dans l'après-midi, à l'appel des trois comités (CERAP, Comité contre la répression franquiste et Secours basque), près de 4 000 personnes se sont regroupées. D'anciens républicains espagnols demandaient de pouvoir porter le drapeau républicain... Pendant la manifestation, les vitres de la chambre de commerce espagnole ont volé en éclats.

Plus loin un car espagnol a brûlé entièrement.

Durant la nuit et les jours suivants le consulat à Hendaye a été attaqué, une chorale espagnole a été empêchée de chanter, plusieurs barrages de route ont été installés, le *Puerta del sol* (train de luxe espagnol) a failli sauter, des grosses voitures espagnoles ont été incendiées (à Biarritz, notamment, où les richards espagnols vont jouer au casino).

Sur la ZUP de Bayonne, des «alpinistes» ont inscrit sur un côté d'un immeuble de la ZUP «FRANCO ASSASSIN, VENGEANCE — PCMLF». A Biarritz une école financée par le consulat où l'on fait classe sous les portraits de Franco et de Juan Carlos a été attaquée et plusieurs litres d'essence ont été enflammés, on pouvait lire sur le trottoir «FRANCO ASSASSIN, VENGEANCE POPULAIRE».

Comme partout, les révisionnistes ont pris le train en marche, évitant les révolutionnaires condamnant les violences et tentant de récupérer. Pendant que 4 000 personnes manifestaient le samedi ils recueillaient des pétitions en ville, et ce n'est que le lundi qu'ils ont organisé une manifestation de 1 000 personnes car de nombreux militants de base s'étaient joints le samedi aux révolutionnaires.

ORLEANS

Mercredi 24 et samedi 27 nous avons pris l'initiative de manifester. L'«extrême gauche» s'est ralliée à nos manifestations. Le drapeau du FRAP était en tête. La presse locale a mentionné ces actions, rassemblant 200 à 250 personnes.

Le 25 septembre CGT, CFDT PS, PSU, P«C»F etc. appelaient à manifester. Nous y sommes allés aussi avec le drapeau du FRAP derrière lequel a défilé une bonne centaine de personnes. Il est à noter que deux sections CFDT avaient appelé à la manifestation du 24.

LORIENT

Une motion de soutien a été adoptée dans un meeting intersyndical rassemblant 1 500 à 2 000 personnes le 23 septembre.

A TITRE D'ESSAI, ABONNEMENT GRATUIT

Pour 15 jours, du 14 au 25 octobre, envoyer le journal à :

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

L'abonnement gratuit à titre d'essai est une bonne formule. Un exemple, rapporté par l'un de nos camarades. Il a rencontré il y a deux jours, un camarade ouvrier syndicaliste CGT, qu'il avait perdu de vue depuis des années. Après discussions, il lui donne un numéro du quotidien, et à tout hasard, lui propose un abonnement d'essai. Accord

immédiat, sans hésiter ! Qui sait si ce nouvel abonné de 15 jours ne deviendra pas un abonné définitif.

Attention ! Cette offre est limitée dans le temps. A partir du 14 octobre, nous n'enverrons plus d'abonnement gratuit d'essai.

Se presser d'envoyer des adresses donc !

25E ANNIVERSAIRE DE LA CHINE POPULAIRE AUX LIBRAIRIES

HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville
75020 Paris

LA FORCE DU LIVRE
33, rue René Leynaud
69001 Lyon

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris

BURCHETT-ALLEY : La Chine, une autre qualité de vie - 315 pages 42 F
A. BOUC : Mao Tsé-toung ou la révolution approfondie 35 F
P. TISSIER : Deux modèles d'avant-garde : Taking-Tatchaf - 194 pages 19 F
Y. VILTARD : Le Système politique chinois dans le mouvement d'éducation socialiste (1962-1966) - 82 pages 25 F
H. SUYIN : Le Déluge du matin - 590 pages 35 F
C. BROUELLE : La Moitié du ciel - 277 pages 26,40 F
DUCHET : La Chine et nous - 286 pages 27 F
GORDON-ALLAN : Docteur Liberté (Norman Béthune) - 312 p. 35,75 F
E. SNOW : Étoile rouge sur la Chine - 438 pages 32 F
W.H. HINTON : Fanshen - 765 pages 55,30 F

Qui a intérêt à la régionalisation ?

Ces derniers temps la question de la régionalisation est revenue à l'ordre du jour dans les milieux politiques. On a même entendu Sanguinetti traiter Chaban-Delmas de maître à cette occasion et au sein même du gouvernement des clivages sont apparus. Peu de temps après que Chirac à Lyon ait déclaré qu'il n'était pas question d'instituer des conseils régionaux élus au suffrage universel le parti de Lecanuet, le Centre démocrate, se déclarait pour la régionalisation.

D'où vient donc ce regain d'intérêt pour un problème totalement étranger aux préoccupations des masses populaires ? On se souvient que c'est en 1968 que De Gaulle au lendemain du grand mouvement de masse révolutionnaire du printemps, commença à parler de « régionalisation ». Le fond de cette entreprise étant de créer un nouvel organe du pouvoir d'Etat donc de renforcer d'un certain point de vue l'appareil d'Etat et surtout de mystifier les masses :

1) En donnant à l'électoratisme une nouvelle occasion de s'exercer. Tant que les gens s'imaginent pouvoir changer leur sort par des élections les milieux dirigeants sont tranquilles et plus il y a de consultations électorales mieux ça vaut : ce sont des soupapes de sécurité.

2) En créant une sorte de « pouvoir régional » on divise la France et donc les travailleurs de France : dès lors l'Etat central peut plus librement se placer au-dessus de la mêlée et jouer le rôle de prétendu arbitre. Si

les ouvriers de Nantes ne sont pas contents ils s'en prendront au conseil régional, si les paysans du Sud-Ouest en ont assez de voir leur pouvoir d'achat baisser à grande vitesse qu'ils s'en prennent aux responsables élus de leur région, etc. Les conseils régionaux leur enverront alors les CRS sans que la responsabilité du pouvoir central soit engagée pour autant. Il est donc facile de comprendre pourquoi après les manifestations de Corse la régionalisation revient sur le tapis...

Mais tout ça c'est le côté « face », le côté avantage pour toute la bourgeoisie. Le côté « pile » c'est la lutte entre les divers clans au sein de la bourgeoisie. D'un côté les dirigeants révisionnistes du P«C»F, les socialistes, les centristes et certains gaullistes sont partisans et militent pour la « régionalisation », de l'autre le noyau dur opposé à la régionalisation est constitué par les gaullistes « chiraciens ». Le fond du problème ici c'est la lutte pour le pouvoir. Les dirigeants du P«C»F rêvant d'une conquête progressive du pouvoir d'Etat du type de celle qu'a entreprise le P«C» italien se voient le fer de lance de la régionalisation. Déjà les municipalités sont un terrain d'essai et un tremplin pour les dirigeants embourgeoisés du P«C»F qui veulent se couler dans les fauteuils de la bourgeoisie. Alors pensez, si comme en Italie ils parvenaient à contrôler 15 millions d'habitants et à démontrer sur une grande échelle qu'ils sont capables de gérer le système tel qu'il est !

Du point de vue de la lutte de classe du prolétariat et des masses populaires pour le renversement de la bourgeoisie, la régionalisation constitue une mystification et un renforcement du pouvoir d'Etat réactionnaire et du point de vue de la lutte contre les superpuissances Etats-Unis et surtout l'URSS qui placent leurs pions et avancent progressivement en déchirant et morcelant divers pays (Liban, Italie, Portugal, Angola, etc.), la régionalisation constitue un facteur de division propice aux préparatifs d'agression et de guerre impérialistes.

La solution au chômage et à la misère qui frappent plus durement encore les masses populaires dans certaines régions ne réside nullement dans une réorganisation des institutions bourgeoises, mais dans le renversement par les efforts conjugués de la classe ouvrière, de la paysannerie travailleuse, des employés et des autres couches populaires de toute la France du système capitaliste.

Paroles de Lecanuet

« Il n'y a pas une justice pour les patrons et une justice pour les travailleurs, mais une justice pour tous » déclarait Lecanuet ce mercredi à l'Assemblée nationale. Il devait ajouter encore : « La liberté individuelle n'est pas à sens unique, et la détention préventive doit rester l'exception ». Une « exception » qui concerne aujourd'hui environ 14 000 personnes qui attendent leur jugement. Quand un PDG est mis en détention préventive, les Lecanuet crient à l'injustice : quand 14 000 personnes issues du peuple sont en détention préventive, ils parlent de « justice pour tous ». C'est cela la justice de classe.

Giscard, ou Tartuffe contre le porno

Giscard s'est paraît-il ému du déferlement des films pornographiques. Le Conseil des ministres y a consacré une partie de son temps. Giscard devait déclarer : « La libéralisation ne doit pas conduire à la multiplication de productions étalant la violence et la perversion, et dont la commercialisation n'est évidemment dictée que par la recherche exclusive du profit ». Passons sur les prétentions à la « libéralisation » et sur l'affirmation selon laquelle la « censure politique » aurait été supprimée en France. L'affaire Jean-Paul Sartre à la télévision est trop récente pour qu'on averse la couleur.

Mais quand Giscard joue l'indigné devant les films pornographiques, qu'on nous per-

mette de sourire. Car enfin ce n'est pas d'aujourd'hui que ce qu'il est convenu d'appeler la « vague pornographique » a déferlé. Si Giscard joue les indignés c'est tout bonnement parce que les réactions dans l'opinion se multiplient.

Mais qu'on réfléchisse un peu. Les films pornographiques représentent aujourd'hui environ 60 % de la production cinématographique en France. Il a fallu leur fournir tous les encouragements pour qu'ils atteignent une telle proportion. C'est que les films pornographiques présentent un double intérêt pour la bourgeoisie. Entreprise d'abrutissement qui permet de détourner les consciences de la lutte anticapitaliste, c'est aussi une entreprise de grand rapport financier. A tel point que Fourcade annonçait récemment la création d'un impôt sur les films pornographiques. La poule aux œufs d'or en somme. Giscard n'est pas homme à la tuer.

“ FOTOLIB ” ATTAQUEE

Notre confrère « Libération » rapporte dans son édition du jeudi 9 octobre que mercredi soir vers 20 heures, six hommes sont entrés révoquer au poing dans les locaux de l'agence de photo, Fotolib, 36 rue René Boulanger, Paris 10^e.

Après avoir maîtrisé les deux personnes qui étaient à l'intérieur, le commando s'est emparé d'une bonne partie du matériel du laboratoire, des boîtes d'archives... Ensuite, le commando a aspergé d'essence les tables de travail et y a mis le feu, détruisant un assez grand nombre de diapositives en cours de fabrication.

Les camarades de Fotolib, après le départ du commando, ont été secourus par des voisins d'immeuble.

« Libération » indique également : « Il ne sera pas très difficile d'identifier les agresseurs, si on veut y mettre un peu de sien ». Seulement, la police de Ponia est plus prompte à réprimer la lutte des antifascistes, les luttes ouvrières et populaires, les travailleurs immigrés, que les bandes fascistes ou sociales-fascistes. La justice bourgeoise, nous l'avons vu particulièrement ces jours-ci, a deux poids et deux mesures.

Nous assurons l'agence Fotolib de notre entière solidarité face à ces agressions de type fasciste.

RADIO PS : LE COMPTE A REBOURS EST COMMENCÉ

Tout est en place pour le fonctionnement de la future antenne de radio du Parti socialiste. L'émetteur allemand qui sera utilisé est déjà commandé, et le lieu de son installation choisi (Noisieu dans le Val-de-Marne), c'est ce qu'a indiqué mercredi le responsable de l'audio-visuel du PS, Maurice Séveno.

Il ne reste donc plus qu'à obtenir l'autorisation du gouvernement. Or, à ce jour, celui-ci ne s'est pas prononcé officiellement sur le projet du PS. Et l'on dit que pour le faire il attendrait la réunion que la direction du PS tiendra à la fin du mois sur la question. Le gouvernement veut sans doute voir, avant de donner le feu vert, où en sont les contradictions internes au PS sur ce projet d'émetteur radio. Les dirigeants du PS sont en effet divisés sur la question, et Pierre Mauroy par exemple ne cache pas son hostilité au projet d'une radio PS, estimant qu'il vaut mieux continuer à défendre le monopole d'Etat en matière de radio-télé.

Quant au parti de Marchais, il n'est pas non plus indifférent à l'affaire. Lui aussi a son projet de radio. D'ores et déjà il s'affaire dans la région de Montreuil à en préparer l'installation. Et il a tout intérêt à ce que le projet du PS aboutisse. Déjà, il y a un an, les faux-communistes du parti de Marchais sabotaient la grève des 16 000 travailleurs de l'ORTF pour briser le monopole d'Etat. Aujourd'hui si le gouvernement permet la mise en route de Radio PS, les révisionnistes auront la voie définitivement libre pour mener à terme leur propre projet.

C'est peut-être la raison pour laquelle certains éléments de la direction du PS, à l'instar de Pierre Mauroy, sont opposés au projet de leur propre parti.

SUITE DE L'EDITORIAL

Voilà une raison pour prendre le pouvoir et établir la dictature des ouvriers contre ceux qui veulent vivre de leur sueur et de leur sang.

Tout en préparant cette indispensable solution, il est nécessaire de lutter contre le mépris des règles de sécurité par les capitalistes et d'exiger que leurs crimes soient punis car ils sont là, les vrais crimes sordides et crapuleux.

A paraître prochainement
LA JEUNE GARDE ROUGE (No 3)
Passez vos commandes dès maintenant à : l'Humanité rouge - BP 293 - 75866 Paris - Cédex 18 - l'ex. 2,50 F